

L'alphabétisation au cœur des politiques wallonnes

RETOUR SUR LE DÉBAT DE L'APRÈS-MIDI



Avec le soutien de

LES INTERVENANTS DE L'APRÈS-MIDI



Emmanuel Disabato
Député Ecolo au Parlement
wallon et au Parlement
FWB



Marie-Martine Schyns
Députée Les Engagées au
Parlement wallon et au
Parlement FWB



Daniel Soudant
Président du Comité
permanent régional wallon
de DéFI



Duygu Celik
Vice-Présidente PS



Jean-Pierre Kerckhofs
Député PTB au Parlement
bruxellois et au Parlement
FWB



Sophie Keymolen
Députée provinciale MR du
Brabant wallon



Michel Pauss
Animateur du débat



LES GRANDS POINTS DU DÉBAT



Quelles sont vos propositions concrètes pour rendre le droit à l'alphabétisation effectif ?



Pour le MR, la priorité est de remettre du temps, et donc des moyens, dans les rouages pour permettre aux pouvoirs publics très locaux d'accompagner les personnes qui sont plus éloignées. Mais cela demande des choix politiques.



Le PTB est sensible à plusieurs propositions émises par Lire et Écrire en Wallonie :

- La question des guichets physiques;
- La question de la gratuité des transports en commun ;
- La question du plan ambitieux qui garantit la pérennité d'un cadre pédagogique de qualité.



Pour Ecolo, il faut arrêter de tout miser sur le digital. La priorité est d'inverser la logique en étant plutôt dans le "human first".

Un deuxième élément que défend Ecolo est une automatisation des droits la plus large possible. C'est-à-dire permettre d'éviter des démarches aux personnes pour des choses auxquelles ils ont tout simplement droit.



Les Engagés proposent deux mesures:

- Inscrire dans les prochaines Déclarations politiques Régionale et Communautaire, la priorité d'alphabétisation comme priorité transversale.
- Maintenir l'accès à un guichet physique avec un agent qui adapte sa communication pour la rendre accessible à tous les citoyens.



Les mesures concrètes pour lutter contre l'analphabétisme et l'illettrisme pour le PS :

- Rendre les services accessibles aux personnes ;
- Dans tous les services jugés fondamentaux pour les personnes, réfléchir à la compréhension, l'accessibilité des communications.



Deux mesures également proposées par Défi :

- Rendre effectif l'accord de coopération relatif au développement des politiques concernant l'alphabétisation entre toutes les autorités francophones ;
- Changer le paradigme et revenir au "présentiel first". Le digital doit être un support, et non pas la règle.



**Comment arriver à un numérique inclusif et non pas exclusif ?
Quelles sont les garanties que vous comptez prendre pour aller en ce sens ?**



Dans un premier temps, le PTB imposerait du présentiel first à toutes les administrations et à tous les pouvoirs locaux en lien direct avec les publics. Dans un second temps et une fois que les pouvoirs publics donneront l'exemple, imposer aux Banques de disposer d'un temps suffisamment long dans la semaine pour que le public puisse avoir accès à un guichet physique.

Un autre élément défendu par le PTB est la nécessité de travailler sur l'accessibilité financière pour permettre à tous d'avoir accès au numérique (wifi, ordinateur...).



Pour Ecolo, plusieurs mesures sont nécessaires :

- Inscrire les demandes de compréhension et d'accès au guichet dans les Déclarations de Politiques Régionale et Communautaire. Il faudrait également que cela se retrouve au niveau fédéral ;
- Harmoniser le prix quelles que soient les modalités d'accès aux documents des services publics (papier ou électronique) ;
- Aider les citoyens dans l'acquisition d'un ordinateur ;

- Accompagner les citoyens dans l'utilisation d'un ordinateur au travers, peut-être, des EPN ou encore, via un robot qui peut aider pour les petites difficultés et si cela ne va pas, renvoie vers un humain.



Trois propositions de la part des Engagés:

- Imposer aux services publics un minimum d'heures d'ouverture, à définir en fonction de certains critères (ex : taille de la commune, quantité de services demandés ...);
- Valoriser le fait que les agents de première ligne se forment à des méthodes pour adapter leur communication et leur accompagnement pour prendre en compte les difficultés des personnes(ex : méthode Falc);
- S'inspirer, au sein des services publics, des codes couleurs et des routes mises en place, notamment, dans le secteur hospitalier.



Pour le PS, un numérique inclusif passe par trois mesures :

- Promouvoir la continuation des politiques visant à doter les publics d'équipements ;
- Persévérer dans la formation de base au numérique ;
- Aller vers une présence physique obligatoire dans les guichets tenant compte des horaires et de la localisation de ceux-ci. Cela doit passer par l'interdiction du 100% numérique dans les démarches.



Le numérique inclusif, pour Défi, passe par deux points :

- Rendre les applications numériques plus simples et mieux adaptées.
- Une meilleure coordination de ce qui existe déjà via une cohésion politique à retrouver entre les différents niveaux de pouvoir. Et ce, pour une meilleure utilisation des moyens qui existent.



Pour le MR, il faut travailler à l'inclusion du numérique dans nos vies via :

- Des outils numériques simples, efficaces, qui vont à l'essentiel et qui parlent à tout le monde ;
- L'accompagnement des personnes qui sont un peu plus éloignées. Mais qui dit accompagnement, dit mettre du temps et des moyens. Ce sont des choix politiques à faire.



Si vous aviez une mesure à prendre pour améliorer l'accès aux formations, notamment aux formations en alphabétisation, pour des personnes qui souhaitent avoir accès à un emploi ou qui sont à l'emploi, quelle serait-elle?

ecolo

Permettre le développement d'une formation qui soit concomitante entre la formation en alphabétisation et l'insertion socio-professionnelle.



- Mettre en place des formations concomitantes.
- Développer une offre de formation intermédiaire qui permettrait d'avoir un socle de connaissance de base qui soit en lien avec la formation qualifiante que l'apprenant souhaite suivre. Tous les apprenants n'ont pas forcément besoin/envie de connaître le français parfaitement. Avoir un niveau leur permettant de travailler peut être suffisant. Cela pourrait passer par des liens avec la réforme de l'alternance.



Trouver une modalité pérenne pour mettre en place des formations qui se combinent entre le professionnalisant et les formations de base.



Beaucoup de personnes analphabètes ou illettrées travaillent, il faut donc réformer le CEP pour le rendre plus accessible :

- Le faire connaître via une campagne de communication Éducation Permanente.
- Élargir à toutes les catégories des travailleurs, dont le service public.
- Élargir les types de contrats qui peuvent y prétendre (exemple : les temps partiels à horaire variable).



Il faut pouvoir réinsérer les demandeurs d'emploi au travers de formations qui soient au plus proches des métiers.



Le PTB soutient les mesures citées : le développement de formations concomitantes ainsi que l'élargissement du CEP. Une mesure supplémentaire serait de développer l'accès aux crèches. En effet, si une personne ne sait pas faire garder son enfant, elle ne viendra pas en formation.



On a commencé à parler du CEP. Serait-il temps d'organiser une grande campagne de publicité sur cette mesure auprès des employeurs, des travailleurs, des organisations syndicales ? Devrait-on également élargir son accès?



Les Engagés sont favorables à ce qu'il y ait une réelle réflexion sur son amélioration et donc, notamment, un assouplissement de ses conditions d'accès pour les travailleurs. Et ce, de manière beaucoup plus globale.



Une réflexion est en cours mais il n'est pas possible de donner un engagement précis sur son élargissement ou non. Pour une réflexion plus large, l'alphabétisation des travailleurs est à la fois importante mais aussi extrêmement difficile pour plusieurs raisons :

- La motivation principale qui est celle de trouver un emploi n'existe pas.
- C'est extrêmement stigmatisant pour les personnes de devoir dire qu'elles sont analphabètes sur leur lieu de travail.
- On ne peut mettre en place des mesures incitatives mais on ne peut pas forcer les employeurs.



Pour Défi, il serait intéressant de solliciter le Conseil supérieur de l'éducation permanente ainsi que le FOREm pour mettre en place une campagne de sensibilisation afin de faire connaître le dispositif.



Ecolo est favorable à l'extension du CEP car il est un véritable outil d'émancipation sociale et de liberté. En ce sens, ce dispositif doit être laissé à la libre appréciation des gens pour leur permettre de choisir leur orientation.

Cependant, il ne faut pas oublier qu'il y aura toute une négociation à faire avec les autres partis politiques au moment de la composition du nouveau Gouvernement.



Concernant la question de l'extension, le PTB soutien tout à fait.

Par rapport à la réflexion du PS sur les difficultés pour les travailleurs d'en parler, une solution, défendue par le PTB, est le droit à la formation pour tous les travailleurs. Ce droit part du principe que les personnes ne sont pas que des travailleurs, ce sont aussi des citoyens. Ce serait donc une bonne chose de permettre (sous certaines conditions à discuter) que chacun puisse à un moment donné dans sa carrière suivre une formation sans devoir révéler son désir de s'alphabétiser.



Concernant le CEP, le travail législatif est en cours. Si la solution est d'élargir, le MR soutiendra. Néanmoins, n'oublions pas que cela veut dire mettre des moyens. C'est-à-dire, prendre ses responsabilités politiques et, dans un cadre budgétaire fermé, pointer la politique qui aura moins de soutien.



Par rapport à la formation tout au long de la vie, une des propositions émises par Lire et Écrire est la possibilité d'avoir un fond intersectoriel qui serait dédié à l'acquisition des savoirs de base. Ce fond serait financé à la même hauteur par les pouvoirs publics. Est-ce une idée qui vous parle ?



C'est une revendication qui n'est pas neuve et qui émane de tout le secteur associatif. Les Engagés ont envie de la rejoindre, mais force est de constater que quel que soit le Gouvernement en place, ça ne s'est pas encore mis en œuvre. Dès lors, bien que les Engagés y soient favorables, on est également réaliste sur les choix budgétaires qui seront fait lors de la prochaine législature



MR

Pour le MR, le plus important est de coordonner et mettre les bons moyens au bon endroit. Aujourd'hui, il y a une multitude d'outils qui existent. A un moment, il faut pouvoir tous les réunir. Si le fond intersectoriel est la solution, alors pourquoi pas



Défi

Le prochain gouvernement doit mettre en place une concertation avec les partenaires sociaux et les fonds sectoriels concernant ce fond. Cette politique de développement de formations d'alphabétisation doit se faire sans que le travailleur ne perde de salaire et sans qu'il ait une surcharge de travail.

Pour Défi, les partenaires sociaux et les fonds sectoriels peuvent dégager les fonds eux-mêmes, mais la réflexion doit se faire en concertation avec le Gouvernement wallon.



Ecolo

Ecolo est favorable à la mise en place d'un fond interprofessionnel. Pour les aspects financiers, il faudra y réfléchir. Néanmoins, pour Ecolo, il faut que les employeurs comprennent que les travailleurs ne sont pas qu'un outil qui travaille. Ce sont des personnes avec un projet derrière. Les employeurs doivent en tenir compte et s'y adapter.



ptb

Cette mesure n'est pas claire, il est donc difficile pour le PTB de se positionner. Cependant, concernant l'aspect financier, il est préférable que les employeurs prennent leurs responsabilités et financent les choses.

L'alphabétisation est un droit fondamental et cela devrait émaner du pouvoir régalién.



PS

Pour le PS, il s'agit d'une piste intéressante. Néanmoins, cette revendication n'est ni nouvelle, ni évidente à mettre en place.



L'alphabétisation n'est pas qu'un enjeu lié à l'emploi. C'est également lié au rapport à la vie de tous les jours. En ce sens, est-ce imaginable et acceptable que l'accès au permis de conduire théorique soit régié par la compréhension du français? Comment faire pour le rendre accessible à tous?



Pour le PTB, il est clair qu'il faut prendre des mesures. Suite à des contacts avec des acteurs de l'alphabétisation, il apparaît que la situation paraît moins bonne qu'il y a quelques années pour les personnes non francophones.

Pour le PTB, une meilleure accessibilité au permis de conduire passe par la possibilité de passer l'examen théorique dans plus de langues que celles proposées actuellement.



Les Engagés plaident pour des aménagement du même type que ceux proposés dans le monde scolaire. Ceux-ci ne sont pas uniquement liés à la langue.



Le PS soutient la nécessité de travailler sur les processus d'accès au permis de conduire qui, actuellement, sont inutilement compliqués.



Pour le MR, il est important de rappeler qu'on ne peut pas mettre tous les torts sur le dos des politiques. Il y a de bonnes intentions qui sont parfois mal traduites. C'est toute l'utilité du tissu associatif qui tire la sonnette d'alarme régulièrement. Ce dialogue est essentiel.



Concernant le permis de conduire, pour le MR, il ne faut pas trop abaisser le seuil d'accès. Il est important de savoir lire les panneaux physiques et les indications. Donc aménagement oui, mais tout en gardant la base.



Défi soutient l'idée des aménagements en fonction des publics. Il faut éviter que les personnes en situation d'analphabétisme ou d'illettrisme deviennent invisibles et ne puissent pas avoir accès à des éléments de la vie de tous les jours.



Pour Ecolo, la priorité est de continuer à travailler sur la manière de se déplacer autrement, tout en améliorant l'offre proposée.

Par rapport au permis de conduire, la Ministre Morreale a mis en place une mesure pour financer le permis de conduire des demandeurs d'emploi. C'est une mesure très positive.

La Ministre de Bue a également indiqué qu'une Commission est chargée d'adapter les questions pour que ce soit plus facile à lire et à comprendre. Une réflexion est également en cours sur la possibilité de poser les questions en audio et répondre oralement.



Aujourd'hui, il existe une commission d'avis "genre" au Parlement wallon. Seriez-vous prêt à mettre en place, avec le financement nécessaire, une commission "alphabétisation" qui aurait pour objectif de donner des avis permanent par rapport à l'ensemble des décrets et réglementations proposés par la Wallonie?



L'idée de la démarche est intéressante et le PTB peut l'appuyer car même avec la meilleure volonté du monde, les personnes qui écrivent les textes de loi ne sont pas analphabètes ou illettrés. Elles peuvent donc passer à côté de quelque chose.

Néanmoins, le PTB n'est pas certain que la mise en place d'une commission d'avis soit le plus pertinent. Il serait peut-être préférable de plutôt associer le secteur associatif dans les discussions d'avant-projet.



Le MR n'est pas convaincu non plus. Il existe déjà trois outils : l'accord de coopération institutionnel, le comité de pilotage permanent et la Conférence Interministérielle alpha. Le plus pertinent serait déjà de bien faire fonctionner ces outils avant d'ajouter une couche supplémentaire.



Pour Défi, il s'agit d'une demande légitime de la part de Lire et Écrire. Néanmoins, il ne faudrait pas que cette commission n'ait qu'un avis consultatif. Elle doit pouvoir émettre des avis d'initiative également.



Les Engagés ne sont pas plus convaincus de la pertinence de la mise en place d'une Commission. Il serait plus intéressant de transposer le test "genre" qui existe en Fédération Wallonie-Bruxelles. En effet, à chaque fois qu'un projet de décret est proposé, il passe d'abord par le filtre d'un questionnaire pour connaître l'impact de la mesure sur chaque genre. Un test de ce type serait plus efficace qu'une commission. Il serait intéressant que l'observatoire de l'alpha puisse participer à la création de ce test.



Ecolo suit l'avis de la majorité des interventions. Une commission d'avis n'est pas le bon outil car elle ne suit pas chaque décret. Pourtant, la volonté de Lire et Écrire est l'analyse de l'impact sur l'alphabétisation pour chaque projet politique.

Il faut dès lors réfléchir à une autre modalité : un screening via un test est une solution, une attention du Gouvernement en est une autre ou encore un renforcement du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (CESE Wallonie). Dans tous les cas, ce travail devra être fait de concert avec Lire et Écrire en tant qu'expert du vécu.



Pour Ecolo, cela passe notamment par la mise en place d'un plan transversal "alphabétisation" qui s'appuie sur le secteur, mais également par toute une série de mesures qui ont pour objectif qu'à chaque fois qu'on réfléchit à un nouveau dispositif, on pense à l'impact sur le public alpha. Cela fait sens avec l'observatoire de l'alpha qui doit pouvoir évaluer les politiques publiques.



Dans le cas du PS, le parti n'est pas forcément contre l'idée, mais il faut pouvoir examiner l'opportunité de créer une commission pour vérifier qu'elle n'alourdit pas inutilement la prise de décision. En revanche, le plus important est la concertation avec le secteur et cet échange a déjà lieu, au bénéfice des publics analphabètes et illettrés.

Pour le PS, la difficulté principale siège dans les procédures administratives. Il est plus pertinent de faire appel à l'expertise des acteurs de l'alphabétisation dans le cadre de la révision concrète des procédures administratives.



En 2022, la Ministre Morreale a mis en place un observatoire de l'alphabétisation. Imaginons que demain vous êtes Ministre, que faites-vous de cet observatoire? Par ailleurs, toute une série de conventions, au financement provisoire, ont été signées avec le secteur, dans quelle mesure seriez-vous prêt à pérenniser ce type de conventions?



Défi souhaite pérenniser l'observatoire et faire en sorte d'avoir les moyens humains et les partenaires nécessaires pour sa mise en place. Cet outil est nécessaire pour ajuster les politiques que la Wallonie veut mener. A terme, il est important que cet observatoire permette à la Wallonie de passer d'une gestion de crise, voire curative, à une logique préventive.

ecolo

Ecolo pérennise et renforce l'observatoire. Actuellement, les politiques manquent cruellement de chiffres pour affiner et évaluer les politiques publiques.

Concernant les conventions, Ecolo souhaite également les pérenniser, tout en allant plus loin et en proposant des financements pluriannuels.

Néanmoins, cela dépendra du type de majorité que la Wallonie aura. Un Ministre n'a qu'une marge d'appréciation.

 **ptb**

Le PTB pérennise durant quelques années l'observatoire mais ne l'éternise pas.

L'observatoire doit, en plus de ces missions, pouvoir être force de propositions. Prenons le cas des PCS et la revendication de Lire et Écrire, soutenue par le PTB. Il faut que les autorités locales puissent mettre en place concrètement cet axe alpha dans les PCS via un éclairage de la part de cet observatoire.

 **PS**

Le PS pérennise l'observatoire, mais il faut y aller pas à pas. Le premier est d'obtenir des informations sur l'offre des territoires. Le suivant sera de mesurer la demande sur ceux-ci. Si on peut aller plus loin, un troisième pas sera d'obtenir des statistiques plus poussées pour mieux appréhender la réalité concernant la maîtrise de la lecture et de l'écriture au sein de la population.

Concernant la convention alpha, le PS est tout à fait d'accord sur l'importance de pérenniser les financements. Dans les faits, c'est déjà le cas. La convention existe depuis 2004 et la seule évolution qu'il y a eue est une augmentation des moyens en 2016.

La seule autre alternative plus sûre est une base décrétole. Cependant, cette base ne permettra jamais de garantir que les moyens financiers seront octroyés à Lire et Écrire. Elle organisera juste le financement de l'alphabétisation à un secteur qui pourra y prétendre s'il répond aux conditions.

Donc dans les faits, la convention est un outil très sûr, qui est pérenne et qui fait l'objet d'un article budgétaire spécifique au sein du budget wallon.



Si demain, le MR vient à avoir l'observatoire dans ses compétences, la première chose sera d'analyser sa pertinence et son efficacité. Si les réponses sont claires et positives, alors oui, le MR continuera à financer l'observatoire.



À partir du moment où cet observatoire repose sur une logique partenariale, et c'est le cas, le groupe des Engagés soutiendra la pérennisation de cette mesure.

Le parti pense également qu'il est important de maintenir cette logique partenariale et que Lire et Écrire en reste partie prenante.

Enfin, il est important que l'observatoire, en plus de ses missions, puissent être un outil d'aide à la décision des décideurs. Il doit, à un moment donné, pouvoir émettre des avis et pas seulement réaliser un état des lieux.